

Le Patriote Français.

Numéro d'urgence.

MONTVIDEO.

2 août 1847.

Encore un « numéro d'urgence ? » Est-ce que par hasard nous serions encore menacés de quelque nouveau projet de dilapidation, ou de quelque abus de pouvoir ? Non, rassurez-vous, nous n'avons pas aujourd'hui à lutter contre une exagération de prérogatives intempestives; nous avons voulu tout simplement ouvrir nos colonnes à un de nos compatriotes, qui a mis la plus scrupuleuse exactitude au service d'un patriotisme éclairé, pour redresser une erreur que quelques égoïstes ont un grand intérêt à accréder.

Le mensonge a sa logique comme la vérité, Dieu l'a voulu ainsi, sans doute, pour que l'homme juste puisse faire paraître plus éclatant encore, le triomphe de la vertu et de la vérité sur le vice et l'erreur.

C'est de cette pensée qu'émane, nous le croyons, la lettre que nous publions et pour laquelle le PATRIOTE fait encore une apparition.

Les questions bien posées, a-t-on dit plusieurs fois à la tribune française, sont à moitié résolues; batons-nous donc de bien poser, sous ces aspects divers, cette grande question qui se discutera dans quelques mois en France, question qui, nous l'espérons, sera généreusement et vigoureusement défendue par les honorables plénipotentiaires baron Deffaudis et comte de Walewski, dont le patriotisme et l'esprit d'équité qui les anime ne nous permet pas de douter du triomphe.

Pour nous, pour toute la population française des deux rives de la Plata, cette question est immense, c'est une question de vie ou de mort, qui porte dans ses flancs l'indépendance et l'avenir d'un peuple généreux et hospitalier, en même temps que l'existence de 20,000 français avec lesquels périraient l'influence et le commerce de la France sur ces rives.

Notre humble voix, nous le savons, n'est pas entendue de loin ni de haut, nous n'avons pas la prétention d'être lu, comme un de nos « confrères », par les « gens comme il faut », nous lui laissons, pour sa satisfaction, cette bonne fortune. Mais, malgré l'infirmité de nos relations, nous nous ferons toujours un devoir d'élever notre faible voix pour défendre les intérêts de cette classe intéressante autant que nombreuse (dont nous faisons partie), pour laquelle notre « confrère » n'a lui que du mépris.

Resumons-nous : l'urgence de notre numéro d'aujourd'hui, consiste ainsi que nous le disons à ouvrir nos colonnes à une lettre que nous croyons apte à remettre la « question de la Plata » dans son véritable jour que d'autres ont essayé d'obscurcir, nous voulons aussi prouver qu'il est faux, quoiqu'en disent certains individus, que le PATRIOTE est à l'index et ne doit plus paraître.

Ce numéro aura donc pour résultat de combattre l'erreur et de détruire un mensonge intéressant.

Lettre d'un négociant français de Montevideo, au député de son département, sur l'Etat de la question de la Plata.

Montevideo, le 21 juillet.

« Quand on n'a d'autre but que celui de bien connaître la grande crise qui s'est préparée... » et manifestée..., et de seconder le mouvement qui entraîne vers une sphère meilleure d'idées et d'institutions l'espèce humaine entière, on peut et l'on doit dire tout ce que l'on pense. » (BENJAMIN CONSTANT.)

MONSIEUR,

« La question, si ancienne déjà et si débattue, des affaires de la Plata, après 9 années de durée, après une guerre cruelle et désastreuse de 4 ans dans l'Etat Oriental, vient d'entrer encore dans une nouvelle phase.

« Cette question qui, dès le principe, a été toute française, menace de le devenir encore au dénouement; loin de nous affliger, cela nous réjouit, parce que si la France veut consulter ses intérêts commerciaux, elle ne manquera pas d'établir définitivement son influence dans la Plata, en soutenant et protégeant, de la manière la plus efficace, l'indépendance absolue de l'Etat Oriental, qui lui devra sa liberté et son repos.

« Il est au reste assez évident pour n'avoir échappé aux observations de personne, que les intérêts Britanniques sont vraiment à Buenos-Ayres, tandis que les intérêts Français sont à Montevideo, tant par rapport au commerce qu'en égard à la nombreuse population Française qui habite l'Etat Oriental. — Ainsi dans la balance commerciale, établie sur les Exportations faites de Montevideo pendant le premier semestre de 1847, la France occupe le premier rang. Quant à l'intérêt que réclame de la même patrie une immense population, il est encore plus incontestable, et mérite les plus sérieuses considérations. — L'émigration de France pour l'Etat Oriental a été si nombreuse, et elle a été si fructueuse pour tous les émigrants pendant les temps de paix, elle a été si avantageuse à notre commerce dont elle écoule les productions, qu'on l'a (bien improprement) qualifiée de Colonie, et que cette dénomination seule Colonie Française dans la Plata, a servi d'arme contre nous, et d'épouvantail présenté par Rosas et Oribe à l'esprit défiant et susceptible des américains du sud. Rien cependant ne ressemble moins à une colonie que la population française de Montevideo dont les Basques et les Bearnais forment comme une nationalité à part, et qui se livre d'ailleurs à des travaux si divers, qui est répandue dans toute la province sans chercher le moins du monde à former aucune agglomération ni communauté politique et qui ne se dirige jamais sur un point que pour y trouver le travail. Il est vrai que généralement le caractère des fils du pays concorde parfaitement avec le notre, que nous nous soumettons facilement à leurs coutumes et qu'ils aiment volontiers nos mœurs et nos mœurs; mais il n'y a absolument rien qui justifie cette malheureuse dénomination de Colonie qui a souvent servi de texte à d'absurdes accusations. Ce n'est qu'un prétexte faux et menteur, il est vrai, mais il n'en a pas moins assez d'importance, ou au moins on cherche à lui en donner beaucoup, puis qu'il y est encore fait allusion dans un document officiel du 1er de ce mois, relatif aux négociations, qui se suivaient alors à Buenos-Ayres, M. Harris, chargé d'affaires des Etats-Unis, dans une note aux deux Ministres Français et Anglais, qu'il ne nous est pas loisible de qualifier ici, s'empresse de déclarer: « Que le gouvernement des E. U. ne sanctionnera jamais « l'établissement, provenant de quelque Etat Européen « que ce soit, de Gouvernements ou Colonies, comme Communautés Politiques, dans aucune des provinces du Rio de la Plata. » — Lord Howden lui répondit à ce sujet: « Je me plais à croire qu'une semblable accusation n'est pas faite par vous... » Et M. de WALEWSKI répondit: « comme il serait possible que par des renseignements erronés le gouvernement des E. U. d'Amérique ait conçu quelque doute à cet égard, etc, etc... » nous vous demandons un peu ce qu'est venu faire cette déclaration solennelle de M. Harris, dans l'affaire de l'intervention Anglo-Française ?

« Il est certain, d'autre part, que ni Rosas, ni Oribe, ni M. Harris, ni aucun de ceux qui cherchent à propa-

ger cette idée, n'en croient un mot, n'en ont la moindre peur; mais ils ne s'en servent pas moins avec adresse, et à force de répéter cette accusation ridicule, ils finissent par la fixer dans l'oreille et même dans l'esprit de quelques gens: « de la calomnie, il en reste toujours quelque chose. » La polemique des écrivains de Rosas à cela de particulier: ils ne craignent jamais d'imprimer ou d'écrire la chose la plus stupide, la plus absurde et puis de la répéter, et puis de la redire toujours, incessamment, éternellement; grâce à cette audace et à cette persistance, ils finissent souvent par inculquer dans les esprits l'idée, ou au moins l'image de l'idée, qu'ils veulent faire uniformément adopter: C'est l'effet de la goutte d'eau sur la pierre.

Il n'est pas jusqu'aux étrangers (1) jusqu'aux ennemis mêmes de Rosas qui ne cèdent à cette tactique. C'est ainsi que l'épithète de sauvages est inmanquablement appliquée à tous les ennemis du système de Rosas, et à un tel point qu'on n'entend jamais dire les unitaires, mais les sauvages unitaires, M. le baron Deffaudis, mai le sauvage Deffaudis, &c. D'abord cela dégoûte, cela révolte; puis l'oreille s'y fait, s'y habitue; puis on en rit, et l'on se sert d'abord de ces épithètes par plaisanterie; puis enfin cela passe dans la forme du langage et l'on s'en sert sans y prendre seulement garde.

« Ces explications, peut-être un peu longues, vous démontreront sans doute que, malgré ses phases si diverses depuis 1838, la question n'a point changé quant au fond; en effet, elle est toujours, comme alors, entre la France et Rosas, elle a toujours pour seul objet la protection de personnes et des intérêts français; c'est toujours enfin, la lutte du principe civilisateur et humanitaire contre le système américain de Rosas.

« La prise d'armes Française en 1843, a été le nouveau prétexte à l'aide duquel on a essayé de dénaturer l'état de la question; mais comme cette prise d'armes, faite d'ailleurs avec l'approbation du consul général de France, et contre ce même général Oribe qui n'a cessé de nous attribuer sa chute, comme cette prise d'armes n'a été que la conséquence nécessaire du pavillon français de 1839, lequel a été formé sous le pavillon français et sous la direction de l'amiral Leblanc, qui a été approuvé par le Roi et par les Chambres; il est évident que le gouvernement français ne peut en décliner la responsabilité, ni lui refuser son appui.

« Si au lieu du fameux manifeste d'avril 1843, Oribe, qui s'avance à la tête d'une armée argentine victorieuse, eut, par un décret, rassuré et calmé les craintes et les inquiétudes des étrangers, nul doute que pas un seul eut pris un fusil; dès qu'on ne se fut pas attaqué à eux ils ne se fussent mêlés de rien, parce que la population française qui habite ce pays est purement laborieuse et agricole, qu'elle était alors généralement dans une très-bonne position de fortune, qu'il ne manquait point dans le pays d'occupations bien rétribuées pour tous les bras et toutes les intelligences, qu'elle se livrait au travail sans être nullement tracassée par les autorités locales et exerçait tous les droits concédés par des lois douces et protectrices sans la moindre contrariété, ni le plus petit entrave.

« Les français sont si peu venus ici avec des idées belliqueuses, qu'en parcourant les registres du consulat, on se convaincra bientôt que la moitié au moins de cette population a émigré justement pour échapper aux sévérités de la loi du recrutement, et l'autre moitié ainsi que celle-ci, dans la seule vue de se créer plus facilement un meilleur avenir.

« La question n'a donc pas plus changé quant au fond, que la politique et la volonté de Rosas. Les événements, en venant malheureusement justifier la protestation de 1840, ont dû prouver que l'opinion publique est souvent la meilleure conseillère des Etats, puisqu'elle a moins de passions personnelles et plus d'expérience qu'un seul homme; elle a peut-être moins de modération, mais plus de jugement, moins d'habileté, mais plus de droiture. L'erreur de 1840, a déjà coûté bien des millions à la France, et bien des milliards au commerce français, sans compter les milliers de vies perdues à cette occasion, après l'infraction flagrante

(1) C'est aux effets de ce phénomène que nous attribuons les articles de la Presse, du Journal du Havre, etc.

faite au traité de 1840, par Rosas, infraction qu'on aurait bien voulu laisser passer inaperçue, dans l'espoir sans doute de la ranger au nombre si commode des *faits accomplis*; la France et l'Angleterre, mieux éclairées sur les vues ultérieures de Rosas, s'émurent un peu et décidèrent de réclamer l'exécution fidèle des traités de 1829 et de 1840, relatifs à l'indépendance de l'Etat Oriental. L'affaire étant alors trop engagée, les partis ayant eu tout le temps de s'agrir, Rosas refusa obstinément de retrograder, et s'attacha opiniâtement à vociférer contre une intervention Européenne; lui qui avait fait envahir l'Etat Oriental par une armée argentine dont le commandement était confié au général Oribe, ancien président de Montevideo, se décorant du titre de *Président Légal*, à la tête de 10,000, bayonnettes étrangères! Chose qui paraîtra étonnante à ceux qui ont une haute idée de la diplomatie Européenne, Rosas réussit assez adroitement à appliquer à ses adversaires les mêmes arguments invoqués contre lui,

« Soutenant contre vous ce que vous avez dit, »

et au lieu de répondre à l'accusation patente et flagrante d'intervention active et armée dans l'Etat Oriental, où flottent ses drapeaux, et sur lequel il n'a ni droits, ni prérogatives à exercer, il arrêta pour ainsi dire l'élan noble et franc des médiateurs, en criant à son tour contre l'intervention *inactive* de deux puissances Européennes, contre l'interférence étrangère dans les affaires intérieures de pays américains; et du même coup, il les accusa de réclamer des vues de conquête et de débâtements Européens sur les deux rives de la Plata. Cette allégation, comme nous l'avons dit, n'a rien de sérieux dans l'esprit de Rosas, elle est même sans influence sur les peuples qu'il régit; mais son but unique est de faire croire à l'Europe qu'il peut faire une cause nationale de cette question, et il n'épargne rien pour lui représenter sans cesse ce fantôme; il connaît notre candeur et nos principes, et en sémant le doute sous nos pas, il compte nous égarer.

Il est parfaitement inutile de chercher à convaincre Rosas, parce que ce n'est ni un homme de conviction, ni surtout un homme de cœur; il y a du tartufe et du don Juan dans ce caractère; il faut le soumettre par la force, ou renoncer entièrement à s'attaquer à lui. Tous les moyens de conciliation employés à son égard, ne sont pour lui que des preuves de faiblesse ou d'indécision dont il sait habilement profiter, et qui au lieu de le gagner, le rendent aussi insolent et cynique, qu'audacieux, et servent parfaitement ses vues en le couvrant d'un certain prestige. Peut-être aussi comme Satan, cet excès d'orgueil le perdra-t-il; il faut l'espérer dans l'intérêt de l'humanité.

L'intervention Anglo-Française, et par suite le blocus de Buenos-Ayres et des ports occupés par l'armée d'Oribe, est donc venu justifier l'armement étranger en l'appuyant, et encourager la conduite tenue par les étrangers armés, puisque la France et l'Angleterre firent cause commune avec eux. Les abandonner après tant de preuves non équivoques de sympathie, serait un acte de lâcheté et de barbarie, auquel personne ne croit plus maintenant. Rassurés et confiants, ils attendaient en silence et avec anxiété cependant la décision des gouvernements de France et de l'Angleterre, quand on apprit qu'une nouvelle mission diplomatique était résolue par les deux grandes puissances.

Cette tentative a encore échoué devant les exigences exorbitantes de Rosas, malgré toutes les concessions qu'on faisait à son amour-propre; ce n'est pas de la soumission seulement que veut le dictateur américain, c'est de l'humiliation; il ne veut pas d'une simple satisfaction, c'est un triomphe, et un triomphe éclatant qu'il lui faut; c'est le stigmate de son talon barbare, sur le front civilisé de la vieille Europe qu'il veut voir imprimé; trouvera-t-on en France et en Angleterre deux hommes capables de donner cet affreux spectacle au monde?

Comme tout est divers dans la nature, la rupture de ces nouvelles négociations ont eu lieu sans éclat et sans bruit, et quoique 20 jours se soient écoulés, aucune des pièces officielles n'a été publiée. Les deux ministres plénipotentiaires ont pris congé de Rosas et se sont retirés sans rien conclure.

Dès leur arrivée à Montevideo, ce calme et ce silence ont répandu quelque alarme, l'isolement dans lequel est resté constamment le ministre anglais, a contribué beaucoup à cette inquiétude. Quant à M. de Walewski, le ministre français, il regut et accueillit ses co-nationaux avec cordialité, en les rassurant sur les éventualités de la question. Une négociation officieuse s'entama bientôt entre les deux ministres plénipotentiaires et le général Oribe, touchant la conclusion d'un armistice pour cinq mois entre les parties belligérantes, mais les conditions de cet armistice, qui ne tardèrent pas à circuler, remplirent tout le monde de crainte et d'effroi. On savait

aussi que toute cette affaire avait été conduite par le commodore Herbert, et comme sa manière de voir est des plus hostiles à Montevideo ainsi qu'il en a donné tant de preuves, on craignait fort qu'il ne fit autre chose, que de nous abandonner.

Par l'armistice modifié selon les vues d'Oribe, les hostilités restaient suspendues pendant cinq mois, raison d'humanité approuvée de tous, le général Oribe devait fournir à la place cinquante têtes de bétail par jour, à un prix raisonnable, voilà pour la ville; et en échange, les ministres interveneurs s'engageaient à lever les blocus de Buenos-Ayres et de la côte Orientale, voilà pour Oribe et Rosas.

Il faut qu'on sache que le blocus rend naturellement l'extraction des produits du pays fort difficile, et force même la contrebande à en approvisionner la place de Montevideo, seul marché où ils puissent se vendre avec avantage; il faut savoir encore que rien ne convient mieux à Oribe que l'abandon, la ruine totale de Montevideo, et qu'il s'engagerait volontiers à ne l'hostiliser jamais ni même à y entrer de sa vie, pourvu qu'on lui laissât la libre ouverture et pratique de l'anse du Buceo, qu'il a bâtie et établi comme port de sa République légale. Qu'on lui accorde la libre communication à l'extérieur, c'est d'abord reconnaître sa légalité, et c'est ensuite satisfaire pleinement ses vues; faire de Montevideo un cadavre, un squelette.

Avec cet armistice, Montevideo était annulé, le gouvernement réduit à la plus basse extrémité, la population livrée à la plus affreuse misère, tandis que la joie et l'abondance renaissent au camp d'Oribe ou les sauvages de Montevideo n'auraient certainement pas été admis, parce que la ferme intention du lieutenant de Rosas n'est pas tant de les détruire, que de les réduire, de les dominer, d'en faire enfin une nouvelle race de Parias. Avant peu, la ville eut bien été obligée de se rendre à discrétion et sans coup ferir, ou de se résoudre à suivre le seul avis que put donner à ses compatriotes le bon M. Massieu de Clerval, d'abandonner leurs biens, leurs maisons, leur espoir, leur avenir, et de s'embarquer pour être conduits sur une plage, moins connue peut-être, mais plus hospitalière. Et le drapeau anglais, le drapeau français auraient présencé une aussi honteuse émigration! Et des vaisseaux français garnis de canons, couverts de braves marins, nous auraient emportés silencieusement sur un coin de terre, d'où l'on n'aurait plus jamais entendu parler de nous! Et cela, monsieur, serait inmanquablement arrivé, nous vous le disons étant sur les lieux, connaissant les hommes, observant les faits; oui, monsieur, cela serait arrivé.

Par son refus d'entrer dans aucune espèce d'arrangement, par ses exigences sans cesse renaissantes, Rosas serait parvenu à jouir de tous les bénéfices de la paix, sans même la conclure, et aurait réussi à décider, de la part de la France et de l'Angleterre, l'abandon de leurs nationaux compromis, sans même leur assurer les garanties diplomatiques qu'ils étaient encore en droit d'attendre d'un mauvais traité! jamais, l'histoire n'eut eu à enregistrer une plus honteuse défection.

Les deux Ministres Plénipotentiaires se rendirent, avec les deux chefs de station, au camp d'Oribe. Cette démarche, vue ici avec beaucoup de peine, à cause de l'importance qu'elle ne manquerait pas de donner au parti représenté par Oribe, a eu au moins un résultat qui la fera toujours excuser chez le Ministre Français: nous voulons parler de la mise en liberté de deux compatriotes, prisonniers au camp ennemi et qui, depuis deux ou trois ans ont souffert tous les tourments imaginables. Certainement qu'un grand nombre a péri entre les mains de ces barbares et qu'il en reste encore beaucoup dans les fers, mais au moins la visite de M. de WALEWSKI nous en a rendu deux.

Ce que la feuille d'Oribe s'est bien gardée de dire, c'est que dans cette entrevue les bases du traité *Hood*, furent de nouveau proposées pour arriver à un traité définitif, au gré de Rosas, et quelles furent obstinément rejetées comme elles l'avaient été à Buenos-Ayres. Croyez le bien, et rappelez-vous ce que nous vous avons toujours écrit: Rosas et Oribe n'ont jamais voulu, ils ne voudront jamais traiter, à moins qu'ils n'y soient contraints par la force.

Les conditions auxquelles le général Oribe acceptait l'armistice, desquelles il retranche celle relative à la libre communication de la place avec la campagne, qui faisait partie du projet, ces conditions modifiées, furent présentées officieusement par les Ministres au gouvernement de Montevideo, qui, n'ayant pas même été appelé comme Oribe à les discuter et à les débattre, les refusa nettement, attendu que leur acceptation était pour lui un véritable suicide et pour la population un acte de lâcheté.

Dans tous les armistices, les avantages doivent être réciproques, si tant est qu'on doive en accorder; car suivant l'acceptation rigoureuse du mot, l'armistice n'est point une suspension de toute hostilité, mais seulement une suspension d'armes; cette convention ne peut avoir pour but

de laisser ravitailler et refaire une partie au détriment de l'autre, et, comme d'ailleurs elle est surtout volontaire, il est évident que pour avoir lieu, il faut qu'elle conserve les droits de chacun, sans qu'ils puissent nullement être altérés. Or, il est inutile de démontrer ici que le libre commerce accordé à Oribe au détriment de tous les intérêts étrangers, ce qui était d'abord reconnaître implicitement sa souveraineté, sa légitimité, était bien misérablement compensée par la remise de 50 têtes de bétail; qu'on lui payait à un prix raisonnable, quand la ville, depuis 4 ans de siège, n'a encore jamais manqué de viande. Il vaut encore mieux pour nous que la viande soit à 8 ou 10 vintains la livre et avoir de quoi en acheter, que de l'avoir à 3 vintains et ne pouvoir en manger faute de 3 vintains: ce n'est pas là où git la misère à Montevideo, ce n'est pas de la viande qu'il nous faut, mais du travail, de l'occupation, de l'activité et de la sécurité.

Lord Howden, qui a constamment séjourné à bord, répondit au refus du gouvernement par la cessation de toute intervention ultérieure et la levée du blocus de Buenos-Ayres et de la côte orientale.

Monsieur le comte Walewski qui jusque là avait marché d'accord avec son collègue, n'interprétant probablement pas ses instructions de la même manière, comprenant sans doute que des médiations agissant officieusement ne peuvent pas imposer à une partie des conditions établies et débattues seulement avec l'autre, monsieur de Walewski ne suivit pas Lord Howden dans cet écart fait en dehors de toute saine justice, de toute bonne politique, nous dirons plus de toute convenance; ne changeant rien pour cela à sa ligne de conduite, il maintint le blocus au nom de la France.

Les hostilités ne peuvent manquer d'être prochainement rompues, quoique l'initiative n'en sera certainement pas prise par le gouvernement de Montevideo qui laisse toujours flotter le drapeau blanc sur ses batteries; et tout annonce que la question laissée, au moins provisoirement, entre les mains du ministre français, dans le caractère et l'énergie duquel on a la plus grande confiance, va encore se débattre pendant six mois dans les angoisses de la crainte et de l'espoir.

A. E. I. O. U.

Afin de prouver aux détracteurs de la population française de Montevideo, qu'il y a accord parfait et "entente cordiale" entre tous les membres de cette nombreuse famille, quelques uns des plus honorables résidents, ont eu l'idée de se réunir en commission pour offrir à M. le comte de Walewski l'adresse suivante qui a été présentée hier au noble ministre plénipotentiaire, par la commission composée de sorte que toutes les classes de la population française s'y trouvaient représentées.

Cette adresse est revêtue de 1,460 signatures et elle en eut obtenu le double, au moins, si on avait pris le soin et le temps de la faire circuler dans les rangs des Français armés. Ce chiffre est déjà très imposant si on considère que les deux tiers de la population française, proviennent des campagnes du Béarn et du Pays Basque et sont par conséquent illettrés.

Montevideo le 25 juillet 1847.

Monsieur le Ministre Plénipotentiaire,

L'attitude que vous avez prise en présence de la démarche aussi extraordinaire qu'inattendue de votre collègue d'Angleterre, est venue prouver d'une manière éclatante que l'honneur et la dignité de la France ne sauraient être plus noblement soutenus à l'étranger.

En notre qualité de Français, nous ne pouvons qu'être fiers de la conduite de notre représentant; l'honneur en rejaille sur tous.

Amis, ennemis ou indifférents, tous s'accordent à proclamer dans la Plata, l'esprit conciliant, le dévouement et le zèle que vous avez déployés, Monsieur le Comte, pour le succès de la noble mission de paix qui vous était confiée.

Mais ces dispositions conciliantes devaient trouver leur limite; là où elles cessaient d'être compatibles avec la légalité et l'honneur de la France, là où elles n'étaient plus d'accord avec la politique sage et juste du gouvernement du Roi; là où elles portaient atteinte à la religion des engagements solennellement contractés au nom de notre pays.

Ce n'est qu'après avoir fait des efforts inouïs pour ne pas franchir cette limite, que vos dispositions conciliantes ont fait place à cette fermeté inébranlable que donne la conscience du devoir, et qui est le plus beau complément de la modération.

L'avenir et dans d'autres temps plus d'un infortuné béranger ses fondateurs.

L'Hôpital dirigé par un de nos honorables concitoyens, M. Mandain, sous les auspices du Consulat de France, qui ne voit en ceci qu'une création toute nationale, et avec l'aide active de MM. Nallet et Brunel, médecin et chirurgien en chefs, que tant d'efforts généreux recommandent à l'opinion publique. — L'Hôpital français, disons-nous, accueille outre les citoyens armés ou non armés, les marins militaires ou marchands, nationaux ou étrangers et tous ceux qui jettent les yeux sur sa devise qu'il justifie avec tant de noblesse et d'humanité :

« *Miseris succurrere disco.* »

Oh ! nous le répétons, cette fondation, au milieu des rigueurs d'un siège prolongé et aux frais de citoyens appauvris, ne nous permet-elle point de nous écrier avec orgueil : Oui, l'attitude morale de nos concitoyens a été aussi sublime que leur résistance a été instinctive et sainte. Nous nous servons de cette dernière expression parce que ce n'étaient point seulement leurs personnes et leurs intérêts qu'ils voulaient garantir contre les menaces et depuis contre les atrocités des envahisseurs ils avaient avant tout, à cœur de conserver intacts l'honneur et l'influence de la mère-patrie. Les intrigues Hood et Howden, justifient leur sage prévision.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. — Nous reportant maintenant à notre position actuelle qui pour les méticuleux est vacillante, et qui est mieux assise que jamais pour ceux qui ont une saine entente des circonstances nous dirons que l'éloignement momentané de M. le ministre de Walewski ne peut qu'être favorable à notre cause : nous n'en voulons d'autre gage que ces paroles rassurantes : « Dans quelques jours je retournerai en France... et je m'empresserai d'être auprès du roi l'interprète des vœux et des sentiments de la population française de Montevideo. » Un doute ici, après de semblables paroles serait par-dessus tout de l'ingratitude, lorsque chacun a pu apprécier dans les actes de l'honorable plénipotentiaire la modération et la loyauté allées à l'énergie devenue nécessaire, et qu'appuieront au besoin nos Légions dévouées.

Les alarmistes, d'après leur tactique accoutumée s'étaient mis en campagne : le départ de notre digne agent était, selon les uns abandon, d'après les autres une désapprobation bien explicite. On a vu le contraire et nous sommes bien certains qu'en l'absence de notre Ministre, M. Devoize agira toujours selon les directions sagement imposées à la position par M. le comte de Walewski.

Nous n'avons jamais cherché ni à remonter ni à flatter les masses, ce dernier moyen surtout nous a toujours paru au-dessous de nous, aussi bien que le premier nous paraît dangereux, et lorsque nous avons jugé le Mouvement indisponible, on reconnaîtra que loin de chercher à exalter les esprits, nous nous sommes attachés de tous nos efforts à guider nos compatriotes dans des voies utiles et toujours nationales, mais ici, comme organes des masses armées et des citoyens dévoués, nous ne pouvons nous abstenir de quelques réflexions.

Depuis quelques jours les agitateurs se plaisaient à représenter le départ de M. Walewski comme un désaveu — comme un abandon : douter injurieux que la population repoussait avec autant de mépris que d'indignation. De semblables bruits provenaient-ils de ces milliers de citoyens et de familles émigrés de l'intérieur qui par suite de l'intervention des opérations subséquentes ont perdu tous moyens d'existence : la défiance est quelquefois permise au malheur ; mais nous pouvons assurer que les résidents des deux rives reposent avec la plus entière confiance sur les nobles efforts de l'honorable Plénipotentiaire qui, comme M. Deffaudis, a étudié l'état des choses qu'il aura reconnu sous son jour véritable.

L'exposé succinct qui précède et qui est exempt de bien des éloges mérités, fera suffisamment connaître si notre population s'est le moins du monde attirée les outrages orduriers des feuilles rosistes, outrages qui révélaient la funeste arrière-pensée et la haine profonde et mal déguisée que nourrissent envers nous ceux contre lesquels nous devons plus que jamais serrer nos rangs et nous mettre en garde. Non : la France ne nous abandonnera point ! UNION ET PÉREVERANCE !

Un écrivain de poids, disait l'autre jour à ses actionnaires ébahis et à quelques badauds qui font partie de ce qu'on appelle en France l'aristocratie d'écus, et qu'on a stigmatisée du titre d'aristocratie puante, que le *Patriote* était interdit, qu'il était condamné au silence, qu'ainsi l'avait décrété l'autorité, que l'écrivain subventionné calomniait. Car s'il l'ignore, nous lui apprendrons, que le gouvernement oriental ne pourrait faire une chose pareille sans être taxé d'ingratitude. Le *Patriote* a rendu trop de services à la cause sacrée pour laquelle nous avons pris les armes, pour qu'un ministre de cette cause puisse jamais avoir l'idée de prononcer l'interdiction d'une feuille

qui pour avoir des allures franches n'en est pas moins soumise à l'autorité.

Dans notre pays de liberté, la censure osa pourtant lever sa tête livide un jour, et reprendre ses ciseaux ébréchés sur les œuvres de Béranger de Paul Louis Courier, de Benjamin Constant, et tant d'autres courageux écrivains indépendants ; mais cette digne fille des lois de septembre, la plus laide et la plus dégoûtante, ne dut sa résurrection qu'à une tentative aussi affreuse que criminelle, et bien digne de lui donner le jour.

Nous ne redisons pas ici toutes les raisons de morale, d'équité, de liberté qui condamneraient cette odieuse institution et les abus liberticides qui peuvent découler de son usage barbare, mais si nous devons être soumis à un explicable veto, nous ne céderions que comme les Légionnaires cédèrent à Oribé, c'est-à-dire après être morts.

Cette crainte nous ne l'avons pas, nous avons trop de confiance dans le gouvernement Oriental et surtout dans son vénérable chef pour redouter un veto abusif. Nous continuerons à appeler chaque chose par son nom ; nous appellerons un despote, un tyran, et un Pelabère un traître, nous appellerons un chef obèse un ventru et s'il nous faut appeler un fournisseur un empoisonneur nous le ferons aussi. Nous avons rendu justice et hommage aux anglais respectables qui ont sympathisé avec ce qui avait de juste et d'honnête, mais nous cinglerons des lanières de la satire les nobles lords qui ont abandonné la cause de l'humanité et de la civilisation, pour servir par leur désertion le despotisme et l'abrutissement, dit système américain, qu'ils l'aient fait par corruption, excentricité, ou faiblesse.

Nous publierons incessamment un ouvrage imprimé à Paris, qui fera connaître que l'assassinat de Sainte-Hélène, l'empoisonnement des Chinois, l'abandon de la question de la Plata ne sont pas des faits isolés, mais bien une continuation, une conséquence rigoureuse de la politique anglaise.

L'Angleterre est le gouvernement corrupteur, et ses agents à peu d'exceptions près, corrompus par excellence, c'est toujours le même refrain, sauf quelques variantes, depuis Wellington (duc de Waterloo) jusqu'à Robert Peel, qui porte un prénom fâcheux, puisqu'on ne peut pas s'appeler aujourd'hui Robert, sans rappeler le titre d'un fameux drame, ou sans faire souvenir de la victime du fameux chien de Montargis.

L'Anglais, a-t-on dit, pris comme gouvernement, ne recule pas plus devant un crime que le Français, pris comme peuple, ne recule devant un danger. est-ce par EXCENTRICITÉ ? C'est possible, j'en sais rien, ce que je sais, c'est que M. Elias Regnault a fait sur ce triste sujet un gros et bon livre qu'il a tout simplement intitulé les CRIMES DE L'ANGLETERRE, comme l'on dit : les CRIMES DE ROSAS, les CRIMES DE LACENAIRE, les CRIMES DES PAPES & C. C'est ce livre qui est le martyrologe des nations, que nous nous proposons de publier. Il est entre les mains d'un de nos compatriotes qui nous l'a promis, pour le faire connaître à nos lecteurs, parmi lesquels nous comptons de braves et loyaux Anglais. Le diamant est taillé dans un noir et vil charbon, et la mandioca qui est un poison violent recèle un bienfaisant nutritif.

Quelque jours se sont écoulés depuis que nous avons perdu un des vieux soldats qui sont les guides aimés et respectés de nos Légions, Louis Duval, capitaine de la 2^{me} Batterie d'artillerie nous a été enlevé presque subitement. Il a été universellement regretté comme le prouvera le discours suivant prononcé sur sa tombe par M. le capitaine du Depot, Dussurgey, le jour des obsèques. Nous croyons faire plaisir à ses frères d'armes en publiant ce discours.

Camarades et Concitoyens,

« La tombe s'ouvre encore aujourd'hui, elle va se refermer sur un homme qui avait toujours mérité votre estime et que notre confiance avait appelé à un poste distingué. Oui, nous pouvons dire hautement dans cette enceinte sacrée, que le capitaine de la deuxième batterie d'artillerie de la Légion, emporte au tombeau les regrets de tous ceux qui l'ont connu et surtout de ceux qui ont servi sous ses ordres.

« Louis Duval, entré au service avant l'âge de 15 ans, avait fait les campagnes si glorieuses mais si pénibles

de 1813 et 1814 — En 1815, aux cent jours il était à son poste. Après le licenciement de la Loire, nous le retrouvons conspirant patriotiquement avec Didier, avec les Carbonari ; il est inutile d'ajouter que lorsque sonna 1830 son bras fut tout dévoué à la cause du peuple.

Après d'aussi beaux services il se donna à la carrière commerciale, et après avoir parcouru la France, l'Espagne, le Portugal et le Brésil partout où il a laissé les plus honorables souvenirs, il est venu il y a cinq ans se fixer parmi nous, et depuis quatre il est dans nos rangs. Vous savez, camarades, s'il était possible de remplir son devoir dans les différents grades qu'il a occupés, avec plus de zèle et de bravoure. Il ne perdait jamais de vue qu'il devait par sa conduite honorer le pays qui a vu naître le chevalier sans peur et sans reproche, cet immortel BAYARD, dont la statue colossale s'élève glorieusement aujourd'hui sur la place St.-André ; bronze sublime élevé aux frais du peuple et qui prouve toute la gratitude nationale.

« Camarades, Duval a laissé un fils dans un âge bien tendre, jurons ici devant ses cendres, de lui servir de père.

« Adieu ! Duval, ta vie entière a été consacrée à de longs et nobles travaux, repose dès lors en paix : chacun de nous te donne une larme — que la terre te soit légère ! Adieu, Duval, adieu, Frère ! un dernier adieu ! »

Les derniers journaux apportés de France, s'accordent à nous présenter le ministère qui existe depuis neuf ans, comme près de terminer sa triste et longue carrière.

Si nous nous associons aux péripéties de son existence, c'est que la notre se trouve forcément liée à la sienne. Nous saluons donc avec joie et espérance la combinaison suivante qu'on nous présente comme devant succéder au long ministère du 29 octobre.

M. Molé, président du conseil, aux affaires étrangères ;
M. Dufaure, à l'intérieur ;
M. Hippolyte Passy, aux finances ;
M. Dode de la Brunerie, à la guerre ;
M. Billaut, à la marine ;
M. Vivien, à la justice ;
M. Daru, aux travaux publics ;
M. Saint-Marc Girardin, à l'instruction publique ;
M. Bignon, au commerce.

Par ordonnances en date du 1^{er} mai, rendues sur la proposition de M. le ministre de la marine, ont été nommés chevaliers dans l'ordre royal de la Légion d'Honneur, MM. les officiers dont les noms suivent, en récompense de leur belle conduite au brillant combat d'Obligado et dans tous les cours de l'expédition du Parana :

Martin, lieutenant de vaisseau ; Le-Maire, id. ; Rosencot, id. ; Nicoliui, enseigne de vaisseau ; Tailhades, id. ; David, id. ; Juvenot, chirurgien de 3^{me} classe ; Sellier, élève de 1^{re} classe ; Varangot, id. ; Levino, volontaire ; Possel, id. ; Taulanne, maître de l'Africaine ; La-Morovonnais capitaine au long cours, Bautreche, id.

(Flotte.)



L'auteur de la lettre à un député de son département ne se trompait pas lorsqu'il disait que l'armistice ne pourrait manquer d'être prochainement rompu, et que l'initiative des hostilités ne serait pas prise par le gouvernement de Montevideo.

Ce matin en effet, quatre coups de canon tirés sur nos avant-postes ont rompu la trêve sans qu'aucun avis de ce cette rupture en ait été donné au chef qui commandait la ligne, au mépris des conventions stipulées et portant : que les hostilités ne pourraient être reprises qu'après avoir été dénoncées vingt-quatre heures à l'avance.

Nos premières pages étaient imprimées, lorsque nous avons appris que deux volontaires de la Légion italienne (qui est de service) venaient d'être blessés à la ligne avancée.

Le Propriétaire Gerant Jh. REYNAUD.

Imprimerie du PATROTE, rue Perez Castellano, 162,

